

Fiche n°2 : LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement total ou partiel des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention.

Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat.

RESPECT DU DROIT APPLICABLE

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- **Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;**

Les règles nationales d'éligibilité des dépenses correspondent aux règles telles que définies dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **la législation applicable en matière de marchés publics ;**

Pour plus d'information : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/droit-des-marches-publics#:~:text=Le%20d%C3%A9cret%20n%C2%B0%202020,un%20montant%20sup%C3%A9rieur%20%C3%A0%2030%20%25.>

- **la législation applicable en matière d'aides d'État :**

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'État.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'État : « Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. »

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'État » :

- l'aide est accordée à une entreprise ;
- est imputable à l'État ou consomme des ressources d'État ;

- procure à cette entreprise un avantage sélectif ;
- affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre États membres et la concurrence.

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit tout d'abord vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Dans le présent appel à projets, certains textes juridiques pourront le cas échéant être appliqués. Leur application est alors soumise à la vérification du respect des conditions d'éligibilité qui leur sont propres. Ces textes sont présentés en Annexe I du présent appel.

- la prévention des conflits d'intérêts :

La protection des intérêts financiers de l'Union par les Etats membres est une obligation réglementaire et exige donc une politique proactive de lutte anti-fraude favorisant sa prévention, sa détection, son signalement et son traitement. Par conséquent, tous les acteurs intervenant dans la gestion et l'utilisation des fonds européens doivent s'inscrire dans des dispositifs de gestion des risques afin de donner une assurance raisonnable d'absence :

- de conflits d'intérêt,
- d'usage de faux documents
- d'utilisation inappropriée ou abusive des fonds européens

A cet effet, tout risque détecté doit être signalé sans délai à l'autorité de gestion.

- la charte des droits fondamentaux

La Commission européenne a défini des principes horizontaux pour chaque fonds européen. Les porteurs de projet doivent préciser en quoi leur projet répond à ces principes horizontaux.

La prise en compte peut être directe si l'objet même du projet contribue à l'un des principes horizontaux ; ou indirecte si le projet n'est pas dédié spécifiquement à l'un de ces principes mais qu'ils sont intégrés dans des initiatives portées par la structure.

Le porteur veille à ce que son projet intègre l'un ou les principes horizontaux suivants :

- L'égalité de genre ;
- La non-discrimination ;
- Le respect des droits fondamentaux
- Le développement durable

- **Le contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement)**

Pour plus d'information : <https://www.associations.gouv.fr/le-contrat-d-engagement-republicain-le-guide-pratique.html>

RESPECT DE LA VISIBILITE DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://www.europe-guyane.fr/wp-content/uploads/2022/12/Obligations-de-publicite-14.pdf>

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que la Collectivité Territoriale de Guyane :

- Fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060 ;
- Communique sur son projet, son bilan et ses résultats ;
- Soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

SUIVI COMPTABLE DE L'OPERATION

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.